

OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION

Numéro 4

Février 2006



SOMMAIRE

MULTILATERAL.....1

Échos onusiens1

PAYS.....2

Nucléaire.....2

Radiologique.....2

Biologique.....2

Chimique.....2

Missiles.....3

CRISES 3

TERRORISME.....3

**CONTRÔLE
EXPORTATIONS.....3**

Dernière minute3

RELATIONS

INTERNATIONALES...4

Géopolitique.....4

RECHERCHE.....4

Lectures.....4

Agenda.....4

MULTILATERAL et nouvelles initiatives

Un calendrier de travail pour la CD

Alors que la Conférence du désarmement a permis la conclusion de traités majeurs de non-prolifération et de désarmement jusqu'au milieu des années 1990, cela fait près de dix ans qu'elle connaît une situation de blocage : ses États membres ne parviennent pas au consensus nécessaire pour l'adoption d'un programme de travail qui permettrait l'engagement des travaux au sein de comités spécifiques.

Les différentes propositions qui ont circulé lors des sessions précédentes prévoyaient quatre comités *ad hoc* traitant respectivement de désarmement nucléaire, de la prévention de la course aux armements dans l'espace, des assurances de sécurité des États nucléaires et de l'arrêt de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires. En dépit des tentatives d'ajustement des mandats aux souhaits de tous les États membres, aucun accord n'a été trouvé.

Face à cette impasse, plusieurs délégations nationales ont tenté de montrer que la CD pourrait bénéficier de l'inclusion de nouvelles thématiques à son ordre du jour, resté inchangé depuis sa création. Un message en ce sens a été transmis à l'ouverture de la session de 2006 (23 janvier) par le secrétaire-général des Nations-Unies, Kofi Annan, exhortant les capitales à « *développer un nouveau consensus politique sur les priorités en matière de maîtrise des armements et de désarmement* ».

Si la plupart des membres de la CD y semble peu enclins, certains, en revanche, ont déjà fait des propositions novatrices, liées à l'actualité de la sécurité internationale : le 2 février, la France et la Suisse ont émis l'idée de la mise en place d'un groupe d'experts sur les infrastructures civiles, tandis que

l'Australie a proposé de traiter des systèmes portatifs de défense aérienne.

Le Président actuel de la CD, l'Ambassadeur Rapacki (Pologne) a proposé un calendrier d'activité le 9 février pour permettre que chaque point de l'ordre du jour soit traité spécifiquement lors de sessions dédiées d'une semaine. Ce procédé, une première depuis le blocage de la Conférence, laisse apercevoir l'espoir d'une revitalisation de celle-ci.

PSI : Séoul entre deux eaux

Selon la presse nationale (Korea Herald), le Ministère des affaires étrangères sud-coréen aurait annoncé, le 24 janvier dernier, la participation de son pays en tant qu'observateur au prochain exercice qui sera mené dans le cadre de l'Initiative de Sécurité contre la Prolifération (PSI). Ce qui ne signifie pas que Séoul soit prête à endosser ses principes. Or son adhésion serait d'autant plus précieuse que la participation asiatique fait encore défaut à la PSI – seuls le Japon, Singapour et l'Australie représentent la région Asie-Pacifique.

Prise entre la pression américaine qui l'enjoint de coopérer pleinement et celle de la Corée du Nord, notoirement hostile à tout rapprochement de sa voisine avec l'« impérialiste » Amérique, la Corée du Sud a adopté à l'égard de la PSI une position qui n'en est pas une et qui risque néanmoins de lui attirer les foudres de Pyongyang.

La CD, instance unique

La CD, depuis 1979, constitue l'unique instance multilatérale de négociations dans le domaine du désarmement. Elle compte 65 membres dont les cinq États dotés d'armes nucléaires, les trois États nucléaires hors TNP (**Inde, Pakistan, Israël**) et les deux États qui préoccupent actuellement la communauté internationale en raison de leurs activités nucléaires (**l'Iran et la Corée du Nord**). INFOS : www.unog.ch

ECHOS ONUSIENS

Vérification et ADM

Un nouveau groupe d'experts gouvernementaux sur la vérification a été mis en place par le Secrétaire-Général de l'ONU, suite aux recommandations de l'Assemblée générale (A/RES/59/60). Un tel groupe n'avait pas été réuni depuis 1995. Or les conditions d'exercice de la vérification ont beaucoup évolué depuis cette période considérée comme l'âge d'or de la maîtrise des armements. Aujourd'hui, la tâche paraît ardue pour ces experts surtout si leur mandat les engage à rechercher les moyens de renforcer la vérification. Leurs conclusions sont attendues pour la prochaine session de l'Assemblée générale. Une première session de travail a eu lieu au siège de l'ONU du 30 janvier au 3 février.

PAYS : enjeux NRBC & missiles

NUCLEAIRE

Crédibilité de la dissuasion française

C'est en un lieu symbolique, sur la base de l'Île Longue, que le Président Chirac a rappelé le rôle de la dissuasion nucléaire française, le 19 janvier dernier. Cinq ans après le dernier discours de référence en la matière (8 juin 2001), le chef de l'État a mis en évidence les adaptations de la posture de dissuasion au regard de l'évolution des menaces, tout en soulignant la permanence de ses concepts fondamentaux. L'arme nucléaire reste donc pour la France une arme politique.

Texte disponible sur www.elysee.fr.

Voir l'analyse de B. Tertrais : www.frstrategie.org

Rivalités Inde-Pakistan

En visite au Pentagone le 25 janvier, le Premier ministre Aziz a réitéré la demande du Pakistan d'obtenir un accord de coopération nucléaire civile similaire à celui conclu avec l'Inde en juillet 2005. La visite de G.W. Bush en Inde et au Pakistan début mars devrait apporter certaines réponses aux questions en suspens dans chacun des deux pays. Dans cette attente, les débats devraient s'intensifier sur la question à Washington.

De Washington

- * Le Pentagone a formellement annulé la version révisée de la « Doctrine for Joint Nuclear Operations » (2 février).
- * Le DOD a soumis au Congrès la *Quadriennial Defense Review* (6 février).

Velléités nucléaires

L'Ukraine a annoncé au début du mois de janvier qu'elle envisageait de produire elle-même le combustible pour ses centrales. Une décision qui aurait été malvenue dans le contexte actuel (crise iranienne et volonté de la communauté internationale de restreindre l'accès au cycle du combustible). Kiev a finalement conclu avec la Russie un protocole d'accord concernant la production de combustible pour les cinq années à venir.

Déclarations unilatérales pour une approche multilatérale

Dans la lignée des propositions de G. Bush en février 2004 et de la réflexion engagée conséquemment sur les approches multilatérales du cycle du combustible au sein de l'AIEA, le Président Poutine a fait part de sa volonté d'inscrire la question à l'agenda du G8 (sous présidence russe cette année). Il a en effet émis l'idée de « créer un prototype d'infrastructure globale qui permette un accès équitable à l'énergie nucléaire pour tous les pays intéressés, tout en insistant sur le respect des exigences du régime de non-prolifération » (St-Petersbourg – 25/01/06).

RADIOLOGIQUE

Le ministère de l'énergie vénézuélien a déclaré la perte de césium 137 au tout début du mois de janvier.

BIOLOGIQUE

Résultats prometteurs pour un vaccin contre la ricine

Le Texas Southwestern Medical Center (Dallas) a développé un vaccin contre la ricine dans le cadre d'un accord conclu en septembre 2002 avec la firme DORbiopharma. Cette dernière vient d'annoncer les résultats prometteurs des premiers tests menés sur des humains –la Food and Drug Administration ayant donné son accord pour ce faire : les chercheurs ont confirmé que la molécule (Rivax) n'était pas dangereuse et qu'elle donnait lieu à la production d'anticorps. La mise au point du vaccin n'est toutefois pas attendue avant plusieurs années.

CHIMIQUE

Vers une zone exempte d'armes chimiques en Afrique?

En ratifiant la Convention pour l'Interdiction des Armes Chimiques (CIAC) le 25 janvier, Djibouti en est devenu le 176^{ème} Etat membre et le 45^{ème} Etat en Afrique. Reste encore à convaincre cinq Etats de la ratifier et trois de la signer (Angola, Egypte, Somalie). L'Organisation de la CIAC (OIAC) a signé à cet effet, un mémorandum d'accord avec l'Union africaine, lors de son dernier sommet (Khartoum - 24 janvier 2006) afin de progresser vers la constitution d'une zone exempte d'armes chimiques.

États-Unis : pause technique à Pine Bluff

Les installations de Pine Bluff devraient être arrêtées jusqu'en mai pour permettre le remplacement d'une partie du système de démantèlement des armes chimiques. L'usine a déjà permis le traitement de 34 000 bombes et de 175 tonnes de sarin. Pine Bluff fait partie du programme de destruction de l'Army's Chemical Materials Agency au même titre qu'Anniston, Umatilla et Tooele. En dépit de cet arrêt, la date butoir fixée pour la destruction des armes dans le cadre de la Convention d'interdiction des armes chimiques (2012), devrait être respectée.

MISSILES et autres vecteurs

Missile défense : du virtuel au réel

Dans la perspective du vote du budget 2007 (voir encadré), l'Agence pour la Défense Antimissile (MDA) a tenu une série d'exercices de simulation à destination des équipes du Congrès à la fin du mois de janvier. Les neuf attaques du pays imaginaire (*Midland*) contre le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis, ont presque toutes été déjouées. Seul un missile qui n'a pas été arrêté dans sa course (échec du lancement de l'intercepteur) a atteint sa cible en Alaska. Malheureusement, ce relatif succès virtuel ne reflète pas encore la réalité des capacités du système : l'essai qualifié de réussi à la fin décembre ne permet pas encore d'oublier les échecs du mois de février 2005.

Pour 2006, la MDA prévoit quatre essais, dont trois impliquant le lancement d'un missile-cible (et pas seulement une simulation de celui-ci). Le dernier devrait même viser l'interception de la cible.

L'Ukraine a annoncé avoir démantelé le dernier bombardier hérité de l'ère soviétique (Tu-22), dans le cadre de ses engagements liés au traité START.

Budget MD pour 2007 : + 1,7 milliard de dollars

La défense antimissile de l'administration Bush coûte cher.

Elle figure parmi les plus onéreux des programmes financés par le Pentagone. La requête du DOD pour le budget 2007 (année fiscale qui débutera le 1^{er} octobre 2006) prévoit une hausse de 1,7 milliards de dollars par rapport à 2006, ce qui conduirait à une enveloppe de 10,4 milliards de dollars auxquels s'ajoute encore le financement du programme

RÈGLEMENT DES CRISES

Iran : reprise des activités d'enrichissement, questions en suspens

Alors que l'Iran a décidé de rompre la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium au début de l'année, un certain nombre de questions relatives à son programme nucléaire restent en suspens pour l'AIEA. La crispation des États impliqués dans la résolution de la crise s'accroît et les tensions sont loin de s'apaiser. Néanmoins, aucune alternative à la voie diplomatique n'est évoquée publiquement de manière sérieuse jusqu'à présent.

A la suite de la levée des scellés à Natanz (10 janvier), les trois États européens acteurs des négociations avec l'Iran -Allemagne, France et Royaume-Uni- se sont accordés sur la nécessité de transmettre le dossier au Conseil de Sécurité (CSNU) afin de « renforcer l'autorité des résolutions de l'AIEA ». Le texte qu'ils ont soumis au vote du Conseil des gouverneurs s'inscrit dans cette perspective.

L'adoption de la résolution par le Conseil des gouverneurs réunis en session extraordinaire le 4 février entérine le transfert du dossier au CSNU : le Directeur Général de l'AIEA devra donc apporter les éventuels nouveaux éléments et notamment les conclusions du prochain Conseil des gouverneurs le 6 mars.

Pour ou contre

La résolution votée par le Conseil des Gouverneurs le 4 février a été adoptée avec 27 voix favorables, 3 contre (Cuba, Syrie, Venezuela) et 5 absentions (Algérie, Biélorussie, Indonésie, Libye, Afrique du Sud).

En attendant, le Président Ahmadinejad ne se départ ni de sa rhétorique agressive, ni de celle consistant à faire passer l'Iran pour victime de la situation. D'autres voix viennent modérer le discours national en réitérant l'engagement iranien au TNP (déclarations du porte-parole du gouvernement et du ministère des affaires étrangères).

Dans ce contexte, le maintien de la proposition russe (permettre à l'Iran l'enrichissement de l'uranium en Russie) apparaît comme la seule option de sortie de crise satisfaisante pour les États résolus à empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires. Sauf décision contraire ou événement particulier, les pourparlers Iran/Russie devraient avoir lieu le 16 février.

Texte de la résolution du Conseil des gouverneurs : www.iaea.org

Corée du Nord : vers la reprise des pourparlers ?

Les premiers mois de 2006 ont enregistré des signaux positifs concernant la Corée du Nord, avec notamment la visite de Kim Jong Il à Pékin à la mi-janvier. Lors de celle-ci, le dirigeant a déclaré souhaiter une résolution pacifique de la crise nucléaire et la reprise des pourparlers à six.

Par ailleurs, la rencontre pour la normalisation des relations de la Corée du Nord et du Japon s'est effectivement tenue à Pékin du 4 au 8 février.

TERRORISME

Menaces innovantes

Un rapport commandé à la National Academy of Sciences par le gouvernement américain a montré que celui-ci négligeait les nouvelles menaces dans son approche du terrorisme biologique. En mettant l'accent sur les agents pathogènes « classiques », les États-Unis négligeraient les risques liés aux nanotechnologies, à des modifications du code génétique et au génie biologique.

Terrorisme et folie : retour d'un mythe

L'association classique du caractère psychopathologique à la figure du terroriste n'a plus cours aujourd'hui. Et pourtant, c'est « le déséquilibre mental » qu'ont plaidé récemment en appel les avocats du dirigeant de la secte Aum. Celui-ci était condamné à mort pour l'attentat chimique du métro de Tokyo (1995).

Véritable exercice et fausse alerte

La réaction des services de secours a été testée lors de la simulation d'une attaque terroriste au sarin dans l'Arkansas à la mi-janvier. Un mois plus tard, une alerte chimique a entraîné une évacuation au Sénat américain (9 février), après la détection d'un produit dangereux par les capteurs installés dans le bâtiment. Les tests effectués ensuite ont révélé qu'il s'agissait d'une fausse alerte.

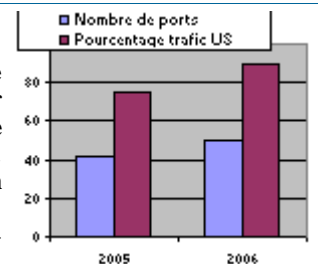
CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Sécurité dans les ports : les États-Unis redoublent d'efforts.

Lancée en janvier 2002, l'Initiative de Sécurité pour les conteneurs (CSI) continue d'être soutenue par l'administration (Department for Homeland Security – DHS), qui requiert pour celle-ci 139 millions de dollars en 2007. A ce jour, 42 ports dans le monde participent à ce processus consistant à identifier et examiner les conteneurs à risque, avant leur chargement. Ainsi, 70% du trafic maritime à destination des États-Unis est couvert (voir graphique). Un total de 50 ports devrait y être inclus d'ici la fin 2006 (soit 90% du trafic).

En complément, la « Megaport initiative » (NNSA-DOE), qui prévoit d'installer des détecteurs de radiation dans trois autres ports (actuellement dix en ont été équipés dans ce cadre), demande 40,1 millions \$ pour 2007 (73,2 en 2006).

Enfin, le Customs-Trade Partnership Against Terrorism (C-TPAT) qui implique les acteurs privés du transport maritime dans la lutte contre le terrorisme, devrait recevoir 55 millions \$ (DHS).



RELATIONS INTERNATIONALES

Géopolitique

Le rôle dirigeant de l'Amérique

Au cours de son traditionnel discours sur l'Etat de l'Union le 31 janvier, G. W. BUSH a dénoncé le terrorisme, ainsi que les Etats non démocratiques (autre désignation pour les « Etats voyous » ?) : Syrie, Myanmar, Zimbabwe, Corée du Nord et Iran. Posant les jalons de l'ordre mondial autour des deux notions clés de liberté et de démocratie, le Président américain a affirmé : « L'alternative à un rôle dirigeant de l'Amérique, c'est un monde dramatiquement plus dangereux et inquiet ».

En vue de coopérer

L'Inde et les États-Unis ont tenu leur premier atelier sur l'énergie nucléaire civile, pendant quatre jours au début du mois de janvier (Mumbai). Cet événement, qui s'inscrit dans le cadre du dialogue bilatéral sur l'énergie initié en septembre 2004, s'est conclu par la visite du site de Tarapur.

RECHERCHE

Du côté de la recherche

Du jeu dans les relations internationales

Deux instituts ont publié ce mois-ci les résultats de recherches menés selon un protocole particulier : le jeu. L'*Institute of Peace and Conflict Studies* de New Delhi (www.ipcs.org) a mis en scène les négociations relatives à l'accord bilatéral sur la coopération nucléaire civile conclu par les États-Unis et l'Inde le 18/07/05. Les participants au jeu ont endossé un rôle au sein de chacune des administrations. Le NSG et l'AIEA étaient également représentés.

Les sessions de discussions à l'intérieur des délégations ont alterné avec les négociations bilatérales. Celles-ci n'ont pas finalement pas abouti : l'Inde et les États-Unis ne sont pas parvenus à un accord sur les modalités d'application du partenariat dans le domaine nucléaire.

La seconde publication, intitulée « Nuclear games », relate les différentes sessions d'un exercice de simulation qui a eu lieu entre novembre 2004 et janvier 2005 afin de déterminer l'impact d'une défense antimissile dans un monde multipolaire (Heritage Foundation – www.heritage.org). Les joueurs ici ont représenté un pays avec une capacité et une politique de sécurité déterminées.

L'étude conclut au rôle positif de la défense antimissile pour la stabilité internationale. Sa présence découragerait les comportements agressifs, ferait décroître les tensions et favoriserait la mise hors d'alerte des armes. Les auteurs soulignent également la nécessité de préserver les capacités de dissuasion.

ASIE : En marge du séminaire de l'ASEAN sur la non-prolifération des armes de destruction massive, le groupe d'études du CSCAP* dédié à cette question tiendra une réunion à Singapour le 26 et 27 mars prochain. Celle-ci devrait permettre de nouveaux échanges de vue et la progression des travaux des experts dans la perspective de la mise au point d'un plan d'action régional. Renseignements auprès du comité européen du CSCAP : eusc-cap@centreasia.org * Council for security cooperation in the Asia Pacific

LECTURES—Ressources web

L'histoire des **armes chimiques** racontée par un spécialiste de l'Institut Monterey, qui pose une interrogation ultime : l'abolition des armes chimiques est-elle possible ? *War of nerves : chemical warfare from the WWI to Al Qaeda*. J.B. TUCKER. Février 2006. (www.cns.miis.edu)

Dans le cadre d'un projet sur les États qui représentent « **a nuclear strategic concern** », le SIPRI et First Watch International (FWI) viennent de publier le profil de la Syrie (www.sipri.org)

Mettre les réacteurs de recherche (**uranium enrichi**) non utilisés hors service, créer des incitations en ce sens, rassembler les capacités dans des centres régionaux d'excellence : A. GLASER et F. VON HIPPEL proposent de réduire la menace terroriste "Global Cleanout : reducing the threat of HEU-Fueled nuclear terrorism" (www.armscontrol.org)

Le texte de la Quadriennal Defense Review est disponible sur <http://www.defenselink.mil/qdr/report/Report20060203.pdf>

RISQUE BIOLOGIQUE—Quoi de neuf?

Assessing the biological weapons and bioterrorism threat. M. LEITENBERG, Strategic Studies Institute—www.strategicstudiesinstitute.army.mil

« **Microbial Rosetta Stone** » (MRS), base de données dédiée aux spécialistes de la biosécurité non experts en microbiologie, est en

Conférences

17/02/06 : l'IISS (Londres) reçoit Michael QUINLAN « *Nuclear weapons and global security : problems and prospects* » www.iiss.org (format restreint aux *Special corporate members*).

21/02/06 : « *Eliminating nuclear weapon system in Ukraine 1994-2004* » – J-P Harahan (DTRA). Woodrow Wilson Center (Washington) – www.wilsoncenter.org

16-17/03/06 : « *Implementing the 2005 QDR* » - National Defense University – Programme : www.ndu.edu

Événements

20/02 – 3/03 : Comité sur les usages pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS). Sous-comités scientifique et technique. 43^{ème} session. Vienne.

3-5/03/06 : 10^{ème} réunion de la Commission Blix sur les armes de destruction massive. Stockholm, Suède.

6/03/06 : Conseil des Gouverneurs de l'AIEA. Vienne.

6-10/03/06 Convention sur certaines armes conventionnelles (CCW). Réunion du 13^{ème} groupe d'experts sur les explosifs de guerre et les mines autres qu'anti-personnelles. Comité préparatoire à la Conférence d'examen. Genève.

CREDIT PHOTO : UN